

Un gouvernement au service du MEDEF

Le pouvoir macronien s'attache à poursuivre l'entreprise engagée par ses prédécesseurs (de droite comme de gauche). Tous ces gouvernements ont un point commun : ce ne sont que de fidèles serviteurs du MEDEF.

Une attaque sur tous les fronts :

- destruction du code du travail (la loi travail XXL donne tout le pouvoir au patronat en facilitant les licenciements) ;
- destruction délibérée des services publics (1600 en 2018, 2600 annoncés dans l'Éducation Nationale en 2019) ;
- privatisations (« réforme » de la SNCF) ;
- remise en cause du système de retraite par répartition ;
- menaces pesant sur la protection sociale ;
- baisse des pensions des retraités (notamment par l'augmentation de la CSG) ;
- flicage des chômeurs ;
- remise en cause de l'accès à l'université avec Parcours Sup ;
- répression anti-syndicale (la Poste, SNCF) ;
- répression violente des manifestations (NDDL, mouvements étudiants) ;
- politique migratoire inhumaine.

Le tout s'accompagne, bien entendu, de cadeaux scandaleux offerts sur un plateau d'argent aux plus riches (suppression de l'ISF, exonérations de cotisations sociales).

Nos revendications ?

À long terme :

Contrairement aux discours mensongers d'un pouvoir qui se présente comme le chantre du progrès et de la modernité, nous ne sommes pas des conservateurs. Nous ne souhaitons pas le maintien de la société actuelle, profondément inégalitaire. Nous ne sommes pas non plus nostalgiques d'un prétendu « modèle so-

cial » tant vanté par les politiciens.

Nous travaillons à la construction d'une autre société dans laquelle tous les individus pourront s'épanouir librement, dans laquelle personne ne pourra être exploité ou dominé.

Nos revendications immédiates :

En attendant de construire cette société, nous devons obtenir la satisfaction de revendications immédiates pour faire reculer ce gouvernement :

- augmentation uniforme des salaires afin de permettre à chacun·e de vivre dignement et de réduire les inégalités (pas de salaire inférieur à 1600 euros) ;
- retraite à taux plein à 60 ans pour toutes et tous (dans le privé comme dans le public) ;
- accès libre et gratuit à la santé, à l'éducation et à la culture.

Que faire ?

Nous ne nous faisons aucune illusion sur les échéances électorales : nous n'avons rien à attendre d'un gouvernement providentiel qui agirait à notre place.

C'est par l'action directe que les travailleuses et les travailleurs (avec et sans emploi), les étudiant·es, les retraité·es pourront transformer le monde.

Les journées d'action sectorielles et ponctuelles ont montré leurs limites :

- elles ne dérangent pas le pouvoir en place ;
- elles découragent celles et ceux qui y participent faute de mieux.

Le seul moyen efficace pour changer le monde reste une grève générale interprofessionnelle qui bloque l'économie : l'État et le patronat ne connaissent qu'un seul dialogue : le rapport de forces.

C'est cette grève qu'il s'agit de construire, dans l'unité la plus large.

Solidaires Ain appelle :

- **à la grève dès le 9 octobre ;**
- **à nous réunir en assemblées générales pour décider des actions à mener : la lutte appartient à celles et ceux qui la mènent !**
- **à un rassemblement bordérisant et cacophonique à 10 heures devant le MEDEF à Péronnas :**
- **ciblons les responsables des injustices que nous subissons.**